

Crise et microfinance

Alors que la crise sévit, le 2^e prix de la microfinance met à l'honneur un programme d'évaluation des objectifs sociaux

La crise du crédit ne devrait avoir que peu d'impact sur le secteur du microcrédit. Qui poursuit son petit bonhomme de chemin.

MARC FASSONE

Pour Robert A. Annibale, directeur de Citi Microfinance, le secteur de la microfinance ne sera que peu affecté par la crise et son corollaire, la réduction des crédits.

«Les Institutions de microfinance (IMF) opèrent et préparent sur leurs marchés domestiques et bénéficient de financement en provenance d'investisseurs "sociaux". Ce qui fait que ce secteur reste très stable.»

Cette proximité et la stabilité qui en découle le rendent optimiste. Ce qui l'inquiète, c'est de savoir comment la crise va toucher les clients finaux de ces institutions.

«Par contre, les fonds spécialisés en microfinance sont touchés, principalement ceux qui utilisaient des CDO (Collateral debt obligation)», note le spécialiste. Qui relève que les fonds de microfinance installés au Luxembourg continuent de progresser, «même si l'accès aux liquidités devient plus compliqué et plus cher. Les fonds risquent d'être plus prudents dans les mois à venir.»

QUALITÉ MANAGÉRIALE

Plus que la crise du crédit, l'un des problèmes les plus urgents auxquels doivent faire face les promoteurs de fonds de microfinance reste, pour Robert A. Annibale, la qualité du management et de la corporate governance. (Lire sur ce point le dernier rapport du CSFI - Centre for the study of financial innovation -, disponible sur www.csfi.org.uk).



Photo: Didier Sylvestre

Teshome Yohannes Dayesso, le directeur général de Buusa Gonofaa MFI lors de la remise des prix

«Les talents de gestion sont rares, surtout dans les pays où la mi-

crofinance a son rôle à jouer.» Dans cette optique, il n'est peut-être pas anodin que le

2^e prix de la microfinance ait récompensé le développement d'un système d'évaluation et de surveillance du client.

Une surveillance dont le but est de mesurer l'accomplissement des objectifs sociaux des prêts consentis.

On doit cette initiative à l'IMF éthiopienne Buusa Gonofaa MFI (BG MFI).

Celle-ci a commencé ses opérations en 2000 en tant qu'institution financière non bancaire pouvant recevoir, sous le contrôle de la banque centrale, des dépôts.

SYSTÈME D'ÉVALUATION

Elle fournit des services de microcrédit et d'épargne aux ménages pauvres et plus particulièrement aux jeunes, aux personnes sans terres et aux petits exploitants agricoles.

Les prêts sont accordés à des groupes de 15 personnes se cautionnant mutuellement. Ils s'élevaient au maximum à USD 75.

En juin 2008, BG MFI comptait 35.195 clients.

«Le système d'évaluation du client mis en place a été motivé par la nécessité de connaître et de mesurer le seuil de pauvreté réel de nos clients», détaille Teshome Yohannes Dayesso, le directeur général de BG MFI, venu au Grand-Duché recevoir le prix. «Notre but n'est pas de faire du profit mais de faire la différence au niveau social. Pour cibler nos interventions, il faut être capable d'en mesurer l'impact sur le temps. Ce que permet le système.»

Le système, sorte de registre social, est composé de 20 indicateurs, 5 financiers et 15 non-financiers.

BG IMF compte utiliser la prime reçue - 100.000 euros - pour développer son projet, investir dans l'informatique et également augmenter sa capacité de prêts.

L'Afrique, c'est chic!

La société luxembourgeoise ABC, Africa business center, organise du 7 au 14 décembre prochain une mission économique en Angola

ABC, Africa business center, veut devenir le partenaire de référence pour les relations commerciales entre Afrique et Luxembourg.

MARC FASSONE

ABC, Africa Business Center, est une société luxembourgeoise active principalement dans l'import-export qui peut agir pour son compte ou pour compte de tiers. La société peut également représenter, lors de foires internationales en Afrique, et plus particulièrement les foires de Kinshasa et de Luanda, les sociétés luxembourgeoises ou représenter des sociétés congolaises

à la Foire de Luxembourg. Au-delà de cette activité classique, Bokomba Kassa-Kassa, l'administrateur délégué, souhaite servir de pont entre l'Afrique et le reste du monde dans le domaine du commerce international.

«Nous voulons aider les entreprises d'Afrique subsaharienne à s'intégrer au commerce international en vendant leurs produits et en acquérant la technologie nécessaire au développement de leurs structures.»

«Nous savons que la plupart des entreprises africaines ont du mal à trouver des partenaires internationaux par manque de moyens et d'ambition. Et cette ambition, nous voulons la leur donner. De l'autre côté, celui des entreprises occidentales cher-

chant des débouchés pour leurs produits, voire à investir en Afrique, celles-ci se heurtent à un marché certes important, mais désorganisé et biaisé par un véritable décalage culturel.»

UN MESSAGE CLAIR

Ce décalage culturel, Bokomba Kassa-Kassa se fait fort de le surmonter. Installé au Grand-Duché depuis 1980, il dispose de «l'avantage de la double culture» et peut servir «d'interface».

S'il est conscient des réticences des investisseurs européens à s'engager en Afrique, principalement à cause d'un rejet des «démocraties douteuses» en place, son message est clair: «L'Europe a intérêt à prendre ce bateau

sans faire de politique. Ne serait-ce que pour ne pas se laisser distancer par les Etats-Unis et la Chine.»

Actuellement, ABC prépare, du 7 au 14 décembre, une mission économique et commerciale en Angola, «un pays émergent avec une croissance économique reconnue - +23,4% en 2007 et + 25% prévu en 2008 - et dont les principales richesses sont le pétrole et le diamant».

Sa cible: les PME/PMI luxembourgeoises. Une cible difficile, Bokomba Kassa-Kassa en convient. Aussi, il réfléchit-il à la création d'un fonds d'investissement basé au Grand-Duché qui investirait directement en Afrique.

*Plus sur www.abc-africa.lu

VITE LU

Semaine de la qualité

Depuis le 17 novembre et jusqu'au 25, se tient la semaine de la qualité 2008, organisée par le Mouvement luxembourgeois pour la qualité (MLQ). Le thème central est «donner les solutions aux entreprises pour se développer de façon durable».

Le programme est disponible sur www.mlq.lu. La participation aux événements est gratuite mais l'inscription est obligatoire.

Ouverture du site rtm.lu

La Table ronde luxembourgeoise de la microfinance, qui regroupe les principaux acteurs des secteurs public, privé et de la société civile engagés dans la microfinance, vient de mettre en ligne son site internet, www.lrtm.lu.

On y trouvera la description des activités et des membres ainsi qu'un panorama du secteur au Grand-Duché.

Un an pour la maison de la Microfinance

Ce 13 novembre, la maison de la Microfinance a soufflé sa première bougie. L'heure d'un premier bilan chiffré livré par ADA, qui gère le lieu.

Sur douze mois, la maison a accueilli 300 visiteurs, a reçu 276 demandes d'information dont 46 recherches documentées et a organisé quatre «midis de la microfinance», manifestations-débats qui ont attiré 650 participants.

Du côté du web, 4.200 visites virtuelles à la maison de la Microfinance et au Centre de documentation via le site www.microfinance.lu ont été enregistrés. Le site web a, quant à lui, généré plus de 57.000 visites de janvier à novembre 2008.

Notons enfin que l'exposition du photographe Guy Wolff, «Microfinance côté face», a été vue par 2.000 personnes. Lancé à l'occasion de l'ouverture de la maison de la Microfinance, le Club Microfinance Luxembourg compte actuellement 83 membres.

Ces membres, affiliés au club à titre privé, ont eu l'occasion de rencontrer des experts de la microfinance venus du monde entier au cours de sept réunions organisées en 2008.

IMF et gestion des risques

Une vingtaine d'institutions de microfinance (IMF) provenant, entre autres, du Cameroun, de l'Égypte, de la Jordanie, de la Mongolie, du Cambodge ou encore du Pakistan sont actuellement réunies à Luxembourg dans le cadre d'un atelier de formation sur la gestion des risques en microfinance, organisé par ADA, ATTF (Association de transfert des technologies financières) et PRIM (Professionnels du Risk Management Luxembourg), du 17 au 21 novembre. Cette formation, inédite au Luxembourg, s'adresse à des gérants d'institutions de microfinance matures, qui s'approprient à créer ou ont déjà mis en place un département de gestion des risques.